

GROGNE AU SEIN DE LA FOSEP

Une affaire de primes qui risque de mal tourner

P.5

■ Le ministre Yark Damehane interpellé

SAVOIR NEWS

La Première Agence de Presse Privée au Togo

www.savoirnews.net

L'INFO en continu 24H24

Tél (228) 90 04 19 64 / 91 45 34 50 / 99 35 29 23

E-mails : savior.news@yahoo.fr / info@savoirnews.net

La SYMPHONIE

Bimensuel : informations générales - sport - publicité **N° 60 du 15 AVRIL 2015**

250 FCFA



UFC / MEMORANDUM

JEAN-PIERRE FABRE, L'OBSTACLE A L'ALTERNANCE PACIFIQUE

P.6

CAMPAGNE ELECTORALE

P.3

UNIR SORT LE GRAND JEU ET EMBALLE LES POPULATIONS FAURE DESCEND DANS L'ARENE

"Faure Gnassingbé est un homme concret et pragmatique. Il préfère que les togolais le jugent par son action et les résultats de cette action"

Gilbert Bawara

" Le vainqueur du 25 Avril doit être incontestable et incontesté, car les contestations postélectorales fantaisistes chassent les investisseurs et font inutilement du mal à notre pays"

Faure Gnassingbé à Notse



UNIR

Le projet du candidat du MCD expliqué aux populations

Me Tchassona:

P.4

"Un autre Togo est possible et j'incarne cette espérance"

**DEPUIS LES SAVANES
Fabre clame sa victoire prochaine**

Abi Tchessa: "Dans quelques jours, Jean-Pierre Fabre ne sera plus candidat du CAP 2015, mais président de tous les Togolais du nord au sud"

P.4

PRESIDENTIELLE 2015: QUE SAIT-ON DES CINQ CANDIDATS?

FAURE GNASSINGBE (UNIR)



En 2005, par la force du destin, un jeune accédait à la magistrature suprême de son pays le Togo, Faure Essozimna Gnassingbé. Légaliste, il y est parvenu par la voix des urnes dans un environnement politique et économique hostile après le décès subit du père de la nation, son feu père Gnassingbé Eyadema. Mais Faure Gnassingbé n'était pas novice en politique puisqu'il maîtrisait déjà les rouages de la haute administration en qualité de ministre et de député.

Conscient du fait que son pays, marqué par plusieurs années de troubles socio politiques, avait besoin d'une thérapie pour sa cohésion, Faure GNASSINGBE œuvre avec acharnement au lendemain de son accession au pouvoir à l'apaisement du climat politique en engageant le pays dans un processus de réconciliation nationale.

Dès lors, il initie le dialogue entre les acteurs politiques dont les positions étaient, selon des observateurs, presque inconciliables. Le processus aboutit en août 2006 à la signature de l'Accord politique global. Une feuille de route politique venait ainsi d'être adoptée pour l'instauration d'un climat de paix, de sécurité et de stabilité démocratique. Ce qui a permis l'organisation des élections législatives apaisées en 2007 à la satisfaction de la communauté internationale.

Ce pari gagné, il le réédite en 2010 avec le scrutin présidentiel transparent et sans violence, une première au Togo. Mais le Président Faure ne s'arrête pas là. Grâce à sa politique d'ouverture, l'Union des Forces de Changement (UFC), le principal parti d'opposition entre au gouvernement sur la base d'un accord historique. Un idéal devenu une réalité.

Faure Gnassingbé venait ainsi de jeter les bases de la reconstruction nationale de son pays, victime des années durant des incompréhensions, de sa longue crise socio politique et de la suspension de la coopération avec les principaux bailleurs de fonds. Le Togo devient fréquentable et occupe sa place dans le concert des nations avec la reprise de la coopération avec les partenaires bilatéraux et multilatéraux.

Le Président Faure ouvre de vastes chantiers pour la relance

économique avec pour soubassement, les réformes. L'assainissement des finances publiques, la lutte contre la corruption, la création d'un environnement juridique et institutionnel sécurisé pour les investissements, la bonne gouvernance, autant de performances économiques qui ont permis d'atteindre le point d'achèvement de l'initiative de pays pauvres très endettés.

Diplômé de l'Université de Paris Dauphine et de l'Université de Georges Washington aux Etats-Unis, le Président Faure mettra ses compétences de gestionnaire au service de son pays pour le propulser sur la voie du développement.

Aujourd'hui, le Togo renaît de ses cendres grâce à la vision citoyenne qui rassure. Une capitalisation de confiance qui n'a pas laissé indifférent ses pairs de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) qui l'ont porté en janvier 2011 à la tête de l'Union.

Au plan international, plusieurs organisations lui avaient déjà témoigné leur reconnaissance pour ses actions en faveur de la promotion de divers secteurs prioritaires de développement. En témoignent les distinctions honorifiques à lui décernées notamment le grand cordon du mérite par l'Office de liaison de l'Afrique de l'Ouest.

TCHABOURE AIME GOGUE (ADDI)



Né en 1947, Tchabouré Aimé GOGUE a fait ses études supérieures au Canada,

sanctionnées en 1976 par un Ph.D. Sciences Economiques à l'Université de Montréal.

Du retour au pays en 1976, l'homme du grand Tône a fait ses preuves pendant 35 ans à l'Université du Bénin (UB), l'actuelle Université de Lomé (UL) en micro-finance, économie internationale, économie monétaire, économie des ressources humaines, économétrie, croissance économie, méthodologie de la recherche économique, développement économique, planification économique, politique économique et économie régionale. Depuis 1979, Aimé Gogue est invité comme professeur dans plusieurs facultés des sciences économiques et de gestion des pays francophones au sud du Sahara, de Poitiers en France, de Boston University à Boston et de California Polytechnics à San Luis Obispo aux Etats-Unis. L'universitaire togolais a été également invité comme professeur Titulaire de la Chaire en administration Publique internationale à l'Ecole Nationale d'Administration Publique ; enseignement qu'il avait donné au Québec pendant un an au Canada d'octobre 2008 à octobre 2009. L'homme a également été sollicité par l'Organisation Mondiale du commerce où il donnait des cours sur les Obstacles techniques au commerce à l'Université de Rabat pour un groupe d'experts africains entre 2006 et 2011. Au-delà de toutes ses fonctions, Tchabouré Aimé GOGUE a dirigé pendant 4ans le Programme de Troisième Cycle Interuniversitaire (PTCI) de 1994 à 1998.

Le PTCI a été conçu pour la formation d'économistes de haut niveau troisième cycle (D. E. A. ou M. A.) pour l'ensemble des pays francophones au sud Sahara. Le PTCI est financé par plusieurs bailleurs de fonds. Le professeur GOGUE a occupé successivement le poste de Doyen de la faculté des Sciences Economiques et de gestion, celui de Directeur de l'Ecole Supérieure de Secrétariat de Direction (ESSD) et de Directeur de l'Institut Universitaire de Gestion (IUT Gestion), de même que Le poste de vice-recteur à l'université du Bénin entre 1977 et 1991.

Loin de se cantonner sur le seul métier d'enseignant, Tchabouré Aimé GOGUE a nourri le monde estudiantin en mettant à sa disposition plusieurs publications scientifiques dans les revues spécialisées en économie. Il fut aussi membre du Conseil Consultatif Scientifique de Réseau de Recherche Sécurité Alimentaire Durable Afrique de l'Ouest Centrale (SADAOC) entre 1997 et 2006.

Le Conseil approuve les projets de recherche sur la sécurité alimentaire des pays membres du réseau SADAOC (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali et Togo) et apporte un appui scientifique aux chercheurs. Consultant international en économie, Aimé GOGUE a été Membre du « Committee for Development Planning (CDP) » du secrétariat Général des Nations Unies de 1990 -1993. Un Comité de 24 experts de très haut niveau ayant pour mission de conseiller le Conseil Economique et Social du Secrétariat Général des Nations Unies en matière de Coopération Internationale. Membre de la Commission d'experts sur le Commerce des services de la CEDEAO de 2010 à 2011 puis Membre de la Commission d'experts de la CEDEAO pour l'élaboration de la politique d'investissements communautaire de 2013 à 2014. Le professeur GOGUE fut de 1990 à 1991, membre de la Commission

Bancaire de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA). La Commission a eu pour objectif de surveiller le respect des règles prudentielles par les institutions financières de l'UMOA.

Aimé GOGUE fut également membre de la Commission Technique de Réforme de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) de 1989 à 1990. Cette commission a conçu les réformes de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) en vue de la mise en place d'une politique de contrôle indirect de la monnaie et des règles prudentielles.

Sur le plan politique, le professeur GOGUE fut ministre du plan et de l'aménagement du territoire 1991 - 1992 et ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique 1992 - 1993.

L'homme du grand Tône tire les rênes du parti politique Alliance des démocrates pour le développement intégral (ADDI) depuis avril 2007 Député à l'Assemblée nationale ; président de la commission permanente Santé, population et action sociale, et ce depuis juillet 2013 sans ignorer qu'il est également membre du Comité interparlementaire de l'UEMOA depuis janvier 2014. Le professeur GOGUE aime le Football, le jogging et la lecture et a une connaissance de l'outil informatique.

Le professeur GOGUE parle et écrit le Moba, le Goumantché, le Mina, le français et l'Anglais.

ME MOUHAMED TCHASSONA TRAORE (MCD)



Né le 31 décembre 1960 à Sokodé, Me Mouhamed TCHASSONA TRAORE est un juriste-notaire chevronné. Il fut Attaché de justice près le Parquet d'Instance de Lomé de 1993 à 1995. Nommé en décembre 1994 à la 25ème charge de notaire à Lomé, Me Mouhamed TCHASSONA TRAORE exerce en qualité de notaire depuis Juillet 1995.

Président de la Première Chambre des Notaires du Togo de 2000 à 2002, Me Tchassona a été Président de la Chambre Nationale des Notaires du Togo 2002 à 2008, Président du Fonds Africain de Garantie Notariale et Sécurité sociale des notaires de 2001 à 2007.

Me TCHASSONA TRAORE est Membre de la Commission Sécurité Sociale des Notaires de l'Union Internationale du Notariat Latin (UINL) de 2004 à 2010, Conseiller Général depuis 2004, Secrétaire de la Commission des Affaires Africaines (CAAF) de l'UINL depuis 2007, Membre du Conseil de Direction, Membre de la Commission Consultative et Président de la Commission des Affaires Africaines de l'Union Internationale du Notariat (CAAF/ UINL) depuis 2014. Il a par ailleurs été Légisconsulte près la Commission de Coopération Notariale Internationale (CCNI) de l'UINL de 2010 à 2013.

Membre du Conseil d'Administration de l'Association du Notariat Francophone depuis Juin

2005 et Membre de la Commission Nationale de Modernisation de la Législation et Président de la sous Commission Reforme du Droit Foncier depuis 2006.

Expert Notarial et Contributeur du Rapport Doing Business de la Banque mondiale depuis 2009, Me TCHASSONA TRAORE est aussi Expert Notarial pour le Groupe de Travail « TITREMENT » de l'Union Internationale du Notariat depuis 2011.

Me TCHASSONA TRAORE a été Membre de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) et Président de la sous Commission Promotion des Droits de l'Homme de 2006 à 2010.

Membre fondateur du Parti pour la Démocratie et le renouveau (PDR), Me TCHASSONA TRAORE a représenté ce parti aux divers pourparlers, notamment l'Accord cadre de Lomé en 1998 puis l'Accord politique globale en 2006.

Il a créé son propre parti le Mouvement Citoyen pour la Démocratie et le Développement (MCD) depuis novembre 2006. Candidat malheureux aux élections législatives de 2013, Me TCHASSONA TRAORE est candidat à la présidentielle d'avril 2015.

GERRY KOMANDEGA TAAMA (NET)



TAAMA Komandega est né le 2 février 1975 à Siou, préfecture de Doufelgou. Après ses études primaires entre Pya et Siou, il poursuit le cours secondaire au collège Chaminade à Kara, au collège protestant de Lomé et obtient le baccalauréat scientifique en 1995. Il abandonne l'université l'année suivante pour travailler deux ans durant comme contremaître dans une ferme, avant de se réinscrire à l'Université de Lomé où il obtient une licence en sociologie de la communication. En 1999, il intègre l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr, d'où il sortira trois années plus tard nanti du diplôme de l'école, ainsi que d'une maîtrise en droit international humanitaire. Il finit sa formation par une spécialisation à l'Ecole d'applications de l'arme blindée et cavalerie de Saumur.

La première affectation de TAAMA sera le sous-groupement blindé à Lomé en 2003, puis, en 2004, il participe au contingent togolais de l'ONUCI en Côte d'Ivoire. A son retour au Togo deux ans plus tard, il est affecté à l'Ecole de formation des officiers des forces armées togolaises (EFOFAT) à Pya en tant qu'instructeur. En 2008, il demande sa mise en disponibilité de l'armée et suit une formation en communication par correspondance. Il crée la même année une agence de communication. En 2009, il publie « Parcours de combattants », paru aux éditions l'Harmattan, roman qui obtient l'année suivante le prix littéraire de la saint-cyrienne. Il est également auteur d'un recueil de nouvelles, « Chroniques de la caserne » publié en 2010 aux Editions Moffi dont il est le fondateur.

Suite à la Page 7

CAMPAGNE ELECTORALE

UNIR SORT LE GRAND JEU ET EMBALLE LES POPULATIONS FAURE DESCEND DANS L'ARENE



Le Togo de la campagne électorale est en totale effervescence. Le rendez-vous du 25 avril sera rude, les différents candidats s'activent sur le terrain pour la grande opération de charme. Les responsables du parti Union pour la République, sans round d'observation, se sont engagés dans la bataille. Mais c'est soixante douze heures après que leur champion effectue sa première sortie. Faure Gnassingbé a choisi pour la circonstance la ville de Notsé, la cité historique du peuple Ewé. Tout un symbole. Il a été chaleureusement accueilli et ovationné par des foules denses en liesse, une expression de gratitude à l'endroit du chef de l'Etat pour toutes les réalisations présentes et en cours dans la préfecture de Haho. Sur les visages illuminés, on lisait l'adhésion de tout un peuple à la politique de développement, de réconciliation et de paix du chef de l'Etat. Au cours d'un gigantesque meeting, les populations de Notsé ont promis le OUI dans les urnes pour un Togo qui avance vers de nouveaux horizons plus grands.

Dans son mot de bienvenue, Ewéfiagan Togbui Agokoli IV, chef du canton de Notsé et président des chefs traditionnels du Togo, a exprimé sa joie au chef de l'Etat pour le choix porté sur sa localité pour sa première sortie, preuve d'un

attachement à la ville et à toute la préfecture. Il l'a remercié pour le projet d'aménagement de la route N°5 Notsé Tohoum-Frontière Bénin. Pour lui, Haho est prête pour dire OUI au candidat UNIR le 25 avril prochain.

A son tour, le 1er vice président de l'Assemblée nationale a rassuré le président Faure que son choix pour le prochain scrutin ne souffre d'aucune ambiguïté, avant de profiter de l'occasion pour présenter quelques doléances pour la préfecture, notamment l'aménagement des rues, la construction des maisons de jeunes et des femmes. Il a présenté aux populations le spécimen du bulletin de vote et la manière dont il faut bien voter afin d'éviter des bulletins nuls.

Le candidat UNIR, en prenant la parole, s'est félicité de la qualité du processus électoral en cours et a dénoncé les vaines tentatives visant à le décrédibiliser. « La présence des représentants de tous les candidats à la CENI, dans les CELI et dans les bureaux de vote ainsi que le travail accompli sur le fichier électoral avec l'aide des experts de l'organisation internationale de la francophonie créent les conditions pour une élection apaisée. », a-t-il indiqué.

Pour Faure Gnassingbé, « le vainqueur du 25 Avril doit être incontestable et incontesté, car les contestations postélectorales



Un président qui porte le peuple dans son coeur

fantaisistes chassent les investisseurs et font inutilement du mal à notre pays». Il a également insisté sur l'implication des populations de Notsé pour un scrutin qui se déroule dans la paix. Répondant aux doléances à lui présentées, il a promis, pour couronner les efforts des « Anges de Notsé », la construction d'un stade flamant neuf. Le club des Anges a été sacré champion du Togo en 2014 et disputé la Ligue des Champions de la CAF la même année. La réalisation de ce projet permettra à la cité capitale des Ewé d'accueillir des rencontres internationales. Après Notsé, le porte-flambeau du parti UNIR s'est rendu à Tado, le chef-lieu du Moyen-Mono. Devant une foule en liesse, il a invité le peuple adja à voter utile dans le calme. Hier mardi, Faure Gnassingbé a posé ses valises à Badou.

Lancement officiel de la campagne UNIR dans le Grand Lomé

Le stade d'Agoè a servi de cadre au lancement officiel de la campagne du parti UNIR dans le Grand Lomé. Ils étaient des milliers à répondre à l'invitation de l'ensemble des huit coordinations du parti. Le message était sans ambiguïté, inviter les militants et sympathisants à sensibiliser et convaincre les électeurs indécis à voter pour le

candidat UNIR, Faure Gnassingbé.

Montant au podium tour à tour, les responsables des huit coordinations du parti dans le grand Lomé, ont expliqué les raisons qui ont motivé le parti à faire de nouveau confiance au président sortant pour être leur porte étendard au cours de cette élection. Ils ont relevé les réalisations du président sortant et celles en cours de réalisation. Raisons suffisantes pour, selon eux, lui permettre de continuer et parachever sa mission axée sur le développement du Togo.

Pour le ministre Gilbert BAWARA, « Faure Gnassingbé est un homme concret et pragmatique. Il préfère que les togolais le jugent par son action et les résultats de cette action ». « Il faut, au-delà de la victoire au soir du 25 avril, que celle-ci soit écrasante, afin de clouer le bec à ceux qui savent qu'ils ont déjà perdu les élections et qui s'apprêtent à contester le résultat », a-t-il martelé, avant d'appeler les militants au calme et surtout à ne céder à aucune provocation.

Le 1er vice président du parti et représentant du candidat UNIR à ce lancement à savoir Georges AIDAM, a invité les militants à convaincre les autres électeurs à porter leur choix le 25 avril prochain sur le candidat du parti UNIR, Faure Gnassingbé.

Le MJPG réussit une mobilisation extraordinaire au stade municipal de Lomé

Au premier jour de la campagne, alors que les choses traînaient dans les états-majors des autres partis, la jeunesse du parti UNIR, à travers le Mouvement des jeunes pour la popularisation de la bonne gouvernance (MJPG) se distingue en remplissant de militants et sympathisants UNIR le stade municipal de Lomé aux trois quarts. Des militants sortis pour apporter leur soutien au président Faure Gnassingbé. « UNIR veut démontrer à la face du monde qu'il est uni derrière son président. Et nous demandons à toute la population de voter pour notre candidat. Toute la population a eu le temps de voir les réalisations du président Faure et c'est pourquoi nous disons qu'il y a un seul candidat à voter le 25 avril prochain : Faure Gnassingbé », a indiqué Mme Olivia Amédjogbé-Kuévi, député UNIR.

M. Koffi Agbessi, porte-parole du MJPG a réitéré le soutien de toute la jeunesse du parti fortement mobilisée derrière le président Faure ; il a appelé tous les togolais à faire massivement le choix utile le 25 avril en votant le candidat UNIR.



Stade municipal de Lomé

La campagne de l'UNIR marquée par une implication très active des femmes; ici, Ingrid Awade, DG DOSI invitant les électeurs à voter utile le 25 avril



Une pléthore d'artistes accompagnent UNIR pour diversifier les canaux de transmission des messages Ici, Gogoligo au meeting d'Agoè

Depuis les Savanes, Fabre clame sa victoire prochaine

Abi Tchessa: " Dans quelques jours, Jean-Pierre Fabre ne sera plus candidat du CAP 2015, mais président de tous les Togolais du nord au sud "

C'est par le grand nord que Jean-Pierre Fabre, candidat du Combat pour l'Alternance Politique (CAP 2015) à la présidentielle du 25 avril, a entamé sa campagne électorale. Le samedi, l'équipe de campagne du CAP 2015 a sillonné trois préfectures de la région des Savanes, à savoir Kpendjal, Cinkassé et Tône. Fabre, avec à ses côtés les autres responsables du CAP 2015, a tenu un grand meeting à Mandourie, localité située à quelques kilomètres de Dapaong. Un accueil des plus chaleureux a été réservé à la forte délégation venue dévoiler ses projets pour le développement de la localité et au-delà du Togo. L'essentiel du message a porté sur le changement et l'alternance, devenus, selon les responsables de CAP 2015, une nécessité. Cette alternance va s'opérer cette année, martèlent-ils tous en chœur, et sera incarnée par le candidat du CAP 2015, Jean-Pierre Fabre.

« Dans quelques jours, Jean-Pierre Fabre ne sera plus candidat du CAP 2015, mais président de tous les Togolais du nord au sud.

Retenez le nom de votre nouveau président avant même d'aller dans les bureaux de vote. Ce nom, c'est Jean-Pierre Fabre », a déclaré Abi Tchessa, directeur de campagne national adjoint du CAP 2015. Une conviction fortement partagée par le candidat lui-même: « Le changement cette année est une nécessité, une nécessité absolue. Il faut que le Togo change, il doit changer. Le Togo n'est pas un pays anormal et il faut édifier un Etat de droit... Ne laissez pas les gens venir acheter votre conscience avec des cadeaux. S'ils amènent des choses, prenez-les car c'est avec votre argent qu'ils le font mais ne les laissez pas croire qu'ils achèteront vos voix avec des cadeaux ».

Le même scénario a été répété à Korbongou, non loin de Mandourie, où massivement, les populations étaient sorties écouter le message de CAP 2015.

Selon le programme, Jean-Pierre Fabre sillonnait dans un premier temps, toutes les préfectures des Savanes, avant de mettre le cap sur la région de la Kara.

A Kara, déjà le dimanche, une

grande caravane organisée par les militants a sillonné les artères de la ville pour lancer la campagne.

Partie du terrain du CEG Tomdè, la caravane a chuté au même endroit.

Les militants, habillés en T-shirts et foulards à l'effigie du CAP 2015, à pieds, sur motos ou encore en bus scandaient, à coups de klaxons: « Changement au Togo, changement Jean Pierre Fabre ».

Sur les banderoles déroulées pour la circonstance, on pouvait lire: « Votons CAP 2015 pour: le vrai le changement, les réformes, une vraie démocratie, une meilleure répartition des richesses ».

Le même jour, Me Isabelle Ameganvi, Coordinatrice de campagne de Jean-Pierre Fabre se faisait accueillir en grande pompe par les militants à Kpalimé. Peu avant son arrivée, une grande caravane a sillonné les artères de la ville pour annoncer les couleurs.

"Après Kara, Fabre sera dans la région centrale où il va également parcourir toutes les préfectures, surtout certains cantons. Il se retrouvera ensuite dans la région



Caravane CAP 2015 à Kara

des Plateaux pour le même périple", nous a confié Patrick Lawson, directeur de campagne du candidat.

Fabre descendra par la suite à Lomé, et chaque jour, il ira dans une préfecture de la région maritime, avec le message: "le changement et l'alternance". Il est prévu une grande caravane du CAP 2015 le 23 avril, dernier jour de la

campagne électorale.

"Elle commencera à Davié, passera par Adétikopé, les principaux carrefours de la préfecture du Golfe et de Lomé et chutera au stade municipal de Lomé pour le meeting final à 15H", a précisé Patrick Lawson.

I.Faissal

Le projet du candidat du MCD expliqué aux populations

Me Tchassona: 'Un autre Togo est possible et j'incarne cette espérance'

Après une grande caravane à travers les artères de la ville de Lomé, Me Mouhamed Tchassona Traoré, candidat du Mouvement citoyen pour la démocratie et le développement (MCD) est descendu dans l'arène pour expliquer son projet de société qui porte sur 35 engagements.

Le dimanche dernier, le candidat du MCD était à Baguida, Bè Bassadji et Amoutiévé Doulassamé. Aux populations de ces quartiers, Me Tchassona a promis un Togo nouveau. "Un autre Togo est possible et j'incarne cette espérance", a-t-il martelé. Pour lui, l'heure a sonné pour le changement, mais c'est "ensemble que nous pouvons réaliser ce rêve..."

Il a présenté les grands axes de son projet de société, en insistant sur les aspects politique, économique, social et culturel qui, à l'en croire, vont permettre au Togo de relever les grands défis et hisser le pays au rang des pays émergents. Il a fustigé l'option des togolais "qui ne votent que la personnalité",



parce que manquant de perspectives. Le candidat du MCD a invité les électeurs à adhérer à son programme de société et faire le choix du manguier le 25 avril, symbole de la paix, de la guérison, de la cohésion sociale.

Slim

CAMPAGNE ELECTORALE ET GESTION PARCIMONIEUSE DES 72 MILLIONS DE L'ETAT

Les candidats de l'opposition optent pour une campagne "économique"

Les cinq candidats en lice pour la présidentielle 2015 gèrent, chacun à sa manière, sa campagne électorale. Si du côté Union pour la République, la lourde artillerie est mise en branle pour imposer visibilité et proximité, du côté de l'opposition, ça frise l'ennui, et même le ridicule. L'Etat togolais, au titre du financement public de la campagne électorale, avait débloqué 600 millions de francs; 60% de ce montant est réparti à égalité entre tous les candidats (72 millions chacun) avant le démarrage de la campagne électorale, une deuxième tranche de 40% sera répartie proportionnellement au suffrage obtenu par chacun des candidats à l'issue du scrutin pour les candidats qui auront obtenu au moins 10% du suffrage.

Avec cette enveloppe, ajoutée aux fonds propres du candidat - normalement constitués - et les dons de toutes parts, l'on pouvait s'attendre à ce que chaque candidat fasse une campagne plus ou moins digne de ce nom. Hélas. La réalité sur le terrain fait croire que tout est fait pour dépenser au minimum possible. Sur le volet communication qui est le substrat même de la campagne électorale, UNIR est laissé seul en tête du peloton. Au niveau des affiches publicitaires, l'on peut parcourir 10 Km dans la capitale Lomé, sans rencontrer la moindre affiche d'un candidat de l'opposition. Pire à l'intérieur du pays. Là où vous les retrouvez, ce sont des affiches format papier rame ou papier A3. A Dapaong par exemple, Aimé Gogué a préféré



envoyer ses affiches squatter les panneaux publicitaires de Togocel, ce qui est répréhensible. Les journalistes sont presque désœuvrés, parce que les candidats de l'opposition rechignent à solliciter leurs services, par peur de payer la petite facture. Quatre jours après le démarrage de la campagne, les programmes de campagne tardent à sortir. Des partis ont choisi de lancer leur campagne depuis le Nord, ils sont partis avec une délégation d'une dizaine de personnes, sans un seul journaliste. Au niveau des gadgets, on en parle même plus. A part quelques lots de tricots, rien de plus. Tout se fait de manière à gérer parcimonieusement le contenu de la cagnotte pour qu'au finish, une bonne part reste sur le compte personnel.

Au niveau du recrutement des

agents de campagne, c'est merde de merde: 1000 francs par jour, difficilement payable. Certains candidats qui ont choisi de faire l'enregistrement de leurs messages en privé loin des studios de la TVT traînent déjà des dettes, et risquent d'être poursuivis par les agences de communication. On devrait se réserver d'en dire plus, mais retenons que c'est l'une des campagnes électorales les plus ennuyeuses de l'histoire électorale du Togo, du côté de l'opposition bien entendu. C'est malheureux que l'histoire semble donner raison à ceux qui soutenaient au départ que la candidature présidentielle, calculée en mains, est un business très rentable. Le tout au détriment de l'intérêt du peuple.

ELYAS P.

GROGNE AU SEIN DE LA FOSEP

Une affaire de primes qui risque de mal tourner

● Le ministre Yark Damehane interpellé

L'élection présidentielle du 25 avril devrait se dérouler sans heurts, sans violences, c'est du moins le vœu ardent de tous, au premier rang les autorités togolaises. Tous les citoyens sont concernés par la paix qui doit régner au cours de tout le processus électoral, et chacun à son niveau est appelé à jouer sa partition, mais les agents des forces de l'ordre et de sécurité ont une partition beaucoup plus importante à jouer. Pour permettre à ces derniers d'accomplir leur mission avec plus d'efficacité, la Force de sécurité élection présidentielle de 2015 (FOSEP 2015) a été créée, regroupant gendarmes et policiers spécialement formés. Les agents FOSEP ont pour mission de faire en sorte que l'ordre règne, de garantir aussi bien la sécurité des

acteurs, la sécurité du matériel électoral, la sécurité de nos populations aussi bien avant, pendant et après l'élection présidentielle. C'est un défi dont la réalisation appelle sérénité dans les rangs et motivation des troupes. C'est loin d'être le cas malheureusement. Les histoires de primes commencent par nourrir une grogne qui pour l'heure, est inaudible, mais ne tardera pas à tonner si rien n'est fait.

« Avant le démarrage de la campagne électorale, une enveloppe financière a été allouée à nos autorités. Elle couvre les primes de tous les agents FOSEP pour les 14 jours de la campagne. Chaque agent, déployé sur le terrain ou pas, devrait encaisser dix mille francs par jour, d'après nos informations. Force est de constater que l'on ne nous paie que 8000 francs, mais tenez-



Le ministre Yark Damehane

vous bien, si vous n'êtes pas déployés sur le terrain, vous n'avez rien. Nous sommes au quatrième jour de la campagne, et moi j'ai été envoyé qu'une seule fois sur le

terrain, or certains de mes collègues y sont tous les jours et viennent compter l'argent sous mes yeux. C'est frustrant et révoltant», nous confie en tout anonymat un agent basé à Lomé. Nous avons réussi à joindre un autre agent déployé à l'intérieur du pays, Dapaong précisément, et le mécontentement est perceptible : « Chez nous ici c'est trois mille francs par jour, nous avons appris que les nôtres qui sont restés à Lomé prennent 8000 francs par jour, ça n'a pas de sens. Et les 3000 francs, hier par exemple nous n'avons pas pris, personne ne nous dit rien non plus.»

Cette situation n'est pas étrangère à cette corporation. Les affaires de primes et de sélection pour les missions juteuses ont toujours créé des remous au sein des forces de l'ordre et de sécurité. Mais dans ce

cas, il s'agit de la sécurité nationale à préserver dans une période très sensible, et l'on ne saurait admettre que par cupidité et égoïsme, certains officiers créent des situations qui mettent en péril tous les efforts du chef de l'Etat, de son gouvernement et de tous les partenaires internationaux. Lors des législatives de 2013, la prime de la FOSEL était fixée à 5000 francs par agent par jour. L'on se rappelle que le paiement avait également créé des remous. Le noyau dur qui avait tenu tête à l'hierarchie pour réclamer les primes a été, pour cette présidentielle, explosé ; les agents identifiés déployés très loin pour anéantir leur contagiosité. Le ministre Yark Damehane de la sécurité est interpellé.

Slim

«MOI PERSONNELLEMENT, JE N'IRAI PAS VOTER»

Me Apevon opte pour la promotion de l'incivisme

Le président du Comité d'action pour le renouveau (CAR) ira à la pêche ou au champ le 25 Avril prochain, jour de vote au Togo. C'est en tout cas le moins qu'on puisse dire après ses déclarations aux allures inciviques le dimanche dernier sur RFI. «Moi personnellement, je n'irai pas voter», a-t-il décoché. Avocat de profession, et donc très bien aguerri pour comprendre droits et devoirs d'un citoyen responsable, l'on peut s'étonner qu'un juriste et homme politique de cette trempe puisse, publiquement, opter pour la promotion de l'incivisme.

Voter est un droit civique essentiel au fonctionnement d'une démocratie. C'est en 1948 que le droit de vote a été inscrit dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. En revanche, l'obligation de voter n'existe pas au Togo, ce qui est le cas en Belgique depuis 1894; est-ce pour autant facultatif ? Pas du tout. Voter, au-delà d'être un droit, est un devoir civique. Parce que pour moi électeur, mon vote a un sens moral, il symbolise mon intérêt pour la Nation, ce que j'entreprends pour le bien public, ce que je veux et désire pour mon pays. Accomplir un geste citoyen essentiel à la démocratie, c'est aller voter. Que nenni! Me Apevon n'aura rien compris de tout ça. Fortement engagé dans la dynamique du boycott de l'élection présidentielle sans réformes, l'on se félicitait à un moment donné de la constance du CAR dans la défense de sa position, mais depuis quelques semaines, voyant le train du processus électoral rouler librement, les responsables de ce parti sont gangrenés par l'urticaire, et se laissent tomber dans le ridicule avec des attaques et des attitudes des plus bizarres.

Sur RFI, Me Apevon a tiré sur tout le monde, et même sur son pays; il



a peint tout le bilan du régime au pouvoir en noir et fustigé CAP 2015 avant de dresser le peuple comme un

arbitre acquis à sa mauvaise cause. « Quand on dit que les conditions ne sont pas remplies et qu'on est en train de nous tromper une fois de plus, les réformes ne sont pas faites, rien n'est fait, le pouvoir va sortir encore gagnant de ces élections, les Togolais sont matures pour savoir ce qu'il y a lieu de faire », a-t-il déclaré.

La vision apocalyptique du processus électoral est terrassée par la détermination et la volonté des acteurs impliqués à aller de l'avant, ceux qui ont raté le train devraient permettre à ceux qui sont montés à bord d'arriver à destination en toute tranquillité. N'est-ce-pas aussi ça le patriotisme?

VOTER, QUELLE IMPORTANCE?

L'action de voter met le citoyen en contact direct avec le processus politique. Par ce geste, nous pouvons choisir nos dirigeants (ceux et celles qui partagent nos opinions ou qui savent nous inspirer). Par une simple coche sur un bulletin de vote, nous exprimons ainsi à nos dirigeants notre opinion au sujet des décisions qui influenceront sur notre vie. Voter nous lie les uns aux autres en tant que citoyens et citoyennes. En participant à une élection et en donnant notre point de vue, nous contribuons au bon fonctionnement de notre démocratie. Le fait d'exprimer notre accord ou notre désaccord avec nos dirigeants indique que le système politique peut assumer des points de vue différents et résoudre les divergences. En s'abstenant de voter, nous brisons le lien entre chacun des citoyens togolais et sa communauté. Voter sert aussi à protéger nos libertés. Une société démocratique ne peut survivre que si les citoyens qui la composent considèrent le processus politique comme un devoir et une responsabilité. En votant, chaque citoyen participe alors à un processus qui peut, le cas échéant, le mener vers d'autres formes d'engagement, comme par exemple se présenter soi-même demain à une élection pour apporter sa pierre à la construction de la cité. Sachons suivre le bon exemple si nous voulons être des citoyens modèles.

TOI AUSSI TA VOIX COMPTE

Lors d'une élection, toutes les voix comptent ! Elles sont toutes aussi précieuses les unes que les autres, alors faisons tous entendre la nôtre ! Parce qu'il est hors de question de ne pas participer au choix qui sera fait, parce qu'il est hors de question de subir le choix des autres sans avoir donné son avis.

TAAMA, FABRE, FAURE, GOGUE, TCHASSONA

Pour qui balance le cœur d'Agbéyomé kodjo ?

La voix de l'ancien premier ministre, président du parti Organisation pour bâtir dans l'union un Togo solidaire (OBUTS) est très attendue en cette période fatidique du processus électoral. Des cinq candidats, pour qui cette voix va résonner, la réponse sera connue ce mercredi au sortir d'une réunion du bureau politique du parti, d'après Agbéyomé Kodjo intervenant sur RFI le dimanche dernier.

« Pour l'avenir de ce pays, nous avons cinq (5) candidats en lice et nous choisirons en toute liberté et en toute responsabilité », a déclaré l'ancien premier ministre.

La probabilité que M. Kodjo appelle à voter pour le candidat de CAP 2015, Jean-Pierre Fabre, est très mince, c'est carrément une hypothèse inimaginable. Le torchon brûle entre les deux hommes depuis les événements qui ont conduit M. Kodjo à se retirer du Collectif sauvons le Togo (CST).

M. Kodjo avait dénoncé «une forme insidieuse de totalitarisme et de pilotage à vue dans la conduite des activités» du CST, un regroupement de partis politiques de l'opposition, d'organisations de défense des droits de l'homme et de la société civile. On se rappelle la flèche orgueilleuse d'Agbéyomé : « Je suis plus canon que Fabre.»

M. Kodjo trouverait-il des affinités avec Gerry Taama du Nouvel engagement togolais (NET), Me Mouhamed Tchassona Traoré du Mouvement citoyen pour la démocratie et le développement (MCD) ou avec le Prof. Aimé Tchabouré Gogué de l'Alliance des démocrates pour le développement intégral (ADDi) ? Rien



n'est moins sûr, des observateurs avisés trouvent là aussi la faiblesse de la probabilité. La seule hypothèse, de forte probabilité, reste l'appel du président d'Obuts des togolais à voter pour le candidat du parti Union pour la République, Faure Essozimna Gnassingbé. Et dans ce cas, Obuts sera le quatrième parti à orienter les électeurs dans ce sens après la Convergence patriotique panafricaine (CPP), le Parti démocratique pour le renouveau (PDR) et la Nouvelle dynamique populaire (NDP) réunis dans une coalition dénommée « nouveau regard », et pour qui, Voter Faure est le seul Vote Utile, car, d'après Francis Ekon de la CPP, «Faure Gnassingbé aurait le meilleur profil pour conduire le Togo dans les prochaines années». Il est important de rappeler que seul le parti CLE a jusque là apporté son soutien à Jean-Pierre Fabre, considéré comme le principal challenger de Faure Gnassingbé.

Joseph Ange



JEAN-PIERRE FABRE, L'OBSTACLE A L'ALTERNANCE PACIFIQUE(Suite)

Mais plus que tout, le parcours de l'homme à l'UFC, qui lui a offert la chance de l'expérience politique dont il se prévaut aujourd'hui est révélateur de la personnalité de Jean Pierre FABRE et de l'addition qui risque d'être amère pour les Togolais si, au soir du 15 avril 2015, il sortait vainqueur de l'élection présidentielle. Ce qui serait une décadence en profondeur pour le Togo. Le Président national de l'UFC, M. Gilchrist OLYMPIO, ses collaborateurs du Bureau national et les militants portent encore les plaies du parcours de JPF au sein de l'UFC comme de grandes douleurs muettes.

1998 que le Président Gnassingbé Eyadema a perdu. L'accord-cadre signé à Lomé en juillet 1999, fut un compromis politique, qui devait favoriser une transition politique pacifique et constituer pour le Chef de l'Etat togolais, s'il quittait son poste, une garantie d'amnistie. La volonté de se maintenir coûte que coûte au pouvoir a conduit le Président Gnassingbé Eyadéma à renier les engagements personnels qu'il avait pris dans le cadre de cet accord, tout autant que la caution qui lui a été publiquement apportée par le Président français Jacques Chirac à Lomé même. Ce reniement a conduit le Togo dans une impasse

juillet 2005, le 10 novembre 2005 (voir les pièces à conviction en annexe). C'est dans ce contexte que le Président Gnassingbé Eyadéma meurt. En pleine crise politique, les partis politiques sont en quête d'un modus vivendi pour renouer les fils du dialogue et aboutir à un consensus sur le cadre électoral et toutes les réformes institutionnelles et constitutionnelles nécessaires en vue de l'organisation des futurs scrutins au Togo. Outre ces discussions bilatérales UFC-RPT sous la houlette de la communauté de Sant' Egidio, des rencontres bilatérales directes ont eu lieu entre les deux partis. Ainsi, le 6 juin 2006 a eu lieu au domicile parisien du président de l'UFC une rencontre bilatérale directe dont Jeune Afrique a rendu compte dans son édition du 17 juillet 2006. Du côté de l'UFC, les chefs de délégation ont été Patrick Lawson et Éric Armerding. Quelques semaines plus tard, une nouvelle rencontre est organisée à Accra à laquelle a participé JPF (voir en annexe la pièce à conviction de l'article cité de Jeune Afrique).

Au terme de ces dernières discussions, un accord de partage de pouvoir a été conclu entre les deux principaux partis togolais, préfigurant déjà l'accord historique UFC - RPT, et selon lequel le poste de premier ministre revenait pour la première fois dans l'histoire du Togo à l'UFC en la personne de Patrick Lawson. Outre ces discussions à Paris et à Accra, des rencontres bilatérales ont eu lieu à Lomé et ont donné lieu à des relevés de conclusions et des échanges de correspondance, comme la lettre très instructive du Président National de l'UFC au Président du Togo en date du 27 novembre 2007, qui jouit encore d'une actualité brûlante (voir en annexe). C'est aussi le cas du rapport rédigé par Patrick Lawson sur la rencontre du 22 novembre 2007 entre l'UFC et le RPT, révélant les ambitions ministérielles aux lendemains des élections législatives du 14 octobre 2007 de plusieurs dirigeants actuels de l'ANC qui font partie aujourd'hui des plus virulents détracteurs de la participation de l'UFC ou de l'opposition togolaise au gouvernement togolais (voir en annexe). L'objet principal de ces négociations est de résoudre des préoccupations partagées en vue d'un apaisement politique au Togo. Ces négociations visaient la mise en place d'un accord politique bilatéral permettant la poursuite des réformes constitutionnelles et institutionnelles et in fine à l'avancée démocratique du Togo.

Incontestablement, la chronologie et l'accumulation de ces faits prouvent que l'accord historique UFC-RPT est l'aboutissement d'un long processus de négociations, auxquelles ont activement pris part tous les cadres de l'UFC devenus aujourd'hui membres de l'ANC. Ces derniers devenus détracteurs de cet accord historique du 26 mai 2010, présentent toutes ces démarches politiques comme une démarche personnelle du Président de l'UFC, nonobstant le fait que selon les statuts de l'UFC, une seule personne ne peut prendre une telle initiative qui engage la vie de tout le parti, voire de la nation. L'intoxication du peuple togolais sur cette base calomnieuse, sous la responsabilité ouvertement assumée des leaders de l'ANC, relève incontestablement du reniement d'engagements moraux et juridiques dûment consignés par écrit, du parjure, de la trahison, du coup d'état, de l'ingratitude et du parricide. Il s'agit indéniablement



Jean-Pierre Fabre, Candidat de CAP 2015 à la présidentielle 2015

«Il est indéniable que JPF et l'ANC ont conduit la lutte pour l'alternance pacifique dans une impasse politique»

I LES RAISONS INTERNES AYANT RETARDE L'ALTERNANCE POLITIQUE PACIFIQUE AU TOGO

Il est indéniable que JPF et l'ANC ont conduit la lutte pour l'alternance pacifique dans une impasse politique, fragilisant ainsi, la dynamique entamée depuis 1992 par l'UFC en vue de la démocratisation pacifique au Togo sur le modèle de l'Afrique du Sud. Pour permettre aux togolais de comprendre comment on en est arrivé à cette situation, la vérité des faits doit être rétablie au-delà de la conjoncture politique actuelle. L'ANC, on le sait est un parti politique issu de l'UFC. Tous ses membres ont tous été des militants de l'UFC. Qu'est-ce qui a donc justifié cette scission, organisée dans la violence verbale et physique, à travers une campagne de diabolisation, d'insultes et d'incitation à la vindicte ? Ces motivations étaient-elles d'ordre idéologique, politique ou personnel ? Les raisons de l'affaiblissement actuel de la marche héroïque du peuple togolais vers l'alternance politique pacifique après près d'un demi-siècle de lutte doivent être portées à la connaissance du peuple togolais et aux électeurs, compte tenu du contexte électoral actuel.

I.1 Philosophie et ligne politique invariables de l'UFC depuis sa fondation

L'UFC dès sa fondation le 2 février 1992, s'est engagée dans la conquête du pouvoir d'état par des moyens politiques, c'est-à-dire par la voie du dialogue, du compromis, de la négociation et de la concertation avec le régime en place, mais avec exigence et sans concession. Cette ligne politique est clairement affirmée dans le projet de société et abondamment exprimée par le président du parti devant toutes les audiences togolaises et internationales. C'est du reste, ce souci d'un règlement politique pacifique qui a amené l'UFC à s'engager dans plusieurs dialogues multipartites ou bilatéraux avec le RPT. JPF a occupé à partir de février 1994 le poste de secrétaire général en intérim d'Elliott OHIN qui a dû s'exiler. A ce poste, il a été membre de toutes les délégations de l'UFC au cours des négociations politiques multipartites ou bilatérales avec le RPT. C'est cette volonté d'arriver à une alternance politique pacifique et négociée facilitant le vivre-ensemble qui a incité l'UFC à accepter d'entrer en négociation avec le RPT au lendemain du scrutin présidentiel de

politique, car le pays a été soumis dès lors à des sanctions économiques de la part de l'UE et de toutes les grandes puissances mondiales pour déficit démocratique et non respect des principes de l'état de droit.

Cette ligne politique a été assumée par tous les cadres de l'UFC et Jean-Pierre Fabre qui assurait l'intérim du secrétaire général du parti y a pleinement adhéré. En charge de l'administration et de la mise en œuvre des résolutions du Congrès et des institutions du parti, il a eu pour rôle de s'assurer de la formation des militants et de l'application de la ligne politique du parti. Du reste, tous les rapports établis par le secrétariat général mentionnent les démarches accomplies par le parti pour réaliser l'avènement de la démocratie et une alternance politique pacifique en utilisant les moyens du dialogue et de la prévention des conflits.

I.2 Historique et déroulement des multiples négociations ayant abouti à l'accord historique UFC-RPT-UNIR

Arbitrairement exclu de la compétition électorale en juin 2003, le Président National de l'UFC prendra alors son bâton de pèlerin pour plaider la cause du Togo devant les institutions européennes et onusiennes afin de faire renouer les fils du dialogue rompus au Togo, car les sanctions ont été maintenues au lendemain de ces élections et les populations durement éprouvées par cette situation d'embargo économique et politique. Ainsi, en juillet 2003, devant le Parlement européen, le président de l'UFC plaide pour une solution pacifique de la longue crise politique que traverse le Togo par l'organisation d'un dialogue politique efficace au terme duquel une transition politique serait organisée et des garanties offertes au président Eyadéma. Ces propositions vont alors aboutir à des consultations entre le gouvernement togolais et l'Union Européenne dans le cadre de l'article 96 de l'accord de Cotonou. Au terme de ces consultations, le Togo prendra 22 engagements en vue de réduire le déficit de démocratie et d'instaurer un véritable état de droit. C'est également en août 2005 qu'ont débuté les négociations entre l'UFC et le RPT sous la houlette de la communauté Sant' Egidio près de Rome, avec la participation active de tout le staff de l'UFC, dont en particulier JPF, Patrick Lawson, Georges Lawson, et Éric Armerding. Ces négociations ont connu plusieurs rencontres préparatoires, notamment le 28 juillet 2004, le 21

d'ambitions personnelles au moyen de la manipulation et du mensonge, d'usage abusif et immoral des moyens modernes de communication, de la fausse rumeur et de la désinformation, de la confusion entre l'opinion et la vérité, la sincérité et la vérité, la fausseté et la vérité. C'est toutefois l'ironie du sort de constater que le coup bas orchestré contre le Président National de l'UFC sous la forme d'une rumeur qui n'a pourtant jamais été fondée de perception par ce dernier de l'argent du RPT pour le prix de la trahison de la lutte du peuple togolais, se retourne aujourd'hui contre ses propres instigateurs. En effet, en reconnaissant publiquement avoir reçu de la part du pouvoir RPT/UNIR, la somme de 240 millions de FCFA, le double selon des rumeurs, dans tous les cas sans commune mesure avec les indemnités de dédommagement de 27 millions de FCFA imposées au gouvernement togolais par un jugement de la cour de justice de la CEDEAO, et en ayant caché cela depuis le dialogue de juillet 2013 entre le gouvernement, le Collectif Sauvons le Togo (CST) et l'Arc-en-ciel, dont le communiqué final a mentionné sans détail «le règlement définitif de la question des 9 députés ANC». Les plus hauts dirigeants concernés de l'ANC entretiennent eux-mêmes auprès des militants de leur parti et des électeurs togolais les soupçons d'achat de conscience et de trahison de la lutte du peuple togolais pour l'alternance politique.

Quelque soient les soupçons et les anathèmes jetés par le passé ou aujourd'hui par les uns sur les autres, l'UFC estime que la réconciliation de la grande famille politique de l'opposition togolaise, que le Président National de l'UFC a appelée de ses vœux dans son message du Nouvel an 2014, est indispensable. Elle est l'un des préalables, à côté de l'alternance politique pacifique négociée comme en Afrique du Sud, à la réconciliation nationale durable comme en Afrique du Sud. « La paix des braves Togolais » du 26 mai 2010, veut y contribuer, mais une telle réconciliation doit se construire sur les fondations de la vérité et sur la dissipation des ténèbres, de fausses rumeurs, des soupçons et des malentendus par la lumière de la vérité.

II- LE PEUPLE TOGOLAIS PROCHAINE VICTIME ?

JPF et ses amis de l'ANC ont trahi une grande confiance, un grand combat au détriment du peuple Togolais. La confiance, c'est d'abord celle du Président National, qui n'a pas écouté les militants de base, car il n'a pas considéré leurs mises en garde sur le fossyeur de l'alternance démocratique pacifique ; le combat, c'est celui de l'alternance politique pacifique.

II.1 JPF ou le fossyeur de l'alternance démocratique au Togo

En 2002, dans une lettre intitulée « Comment et pourquoi l'opposition a trahi le peuple togolais » adressée à Monsieur Gilchrist OLYMPIO, Président National de l'UFC, Monsieur Mensah Ferdinand AYITE (actuel directeur de publication du journal « L'Alternative ») et ses camarades de la jeunesse de l'UFC parlaient de ses fidèles collaborateurs d'alors en ces termes :

« Monsieur le président, le 21 juin 1998, le peuple togolais vous a investi d'une mission, celle de libérer notre pays de la dictature d'Eyadema. Nos populations, en votant massivement pour votre personne, ne l'ont fait ni pour votre teint, ni pour votre beauté, encore moins pour votre argent. Si le peuple l'a fait, c'est que vous incarnez plus de 30 ans de lutte contre la dictature. Si le choix s'est porté sur vous, c'est que de par votre courage, votre honnêteté, votre franchise, votre intégrité et votre conviction, vous incarnez un réel espoir de changement pour le Togo. Ce flambeau que le peuple vous a confié le 21 juin 1998, vous devez l'entretenir afin qu'il ne s'éteigne pas. C'est pourquoi les Togolais en général et les militants de l'UFC en particulier, ne cessent de prier Dieu afin qu'il vous donne beaucoup plus de force. Vous n'avez donc pas le droit d'échouer, au risque d'être condamné par l'histoire. Mais si vous ne faites pas attention, c'est ce qui risque d'arriver.

Monsieur le président, vous ne pouvez réussir cette mission sans avoir revu votre entourage et remis de l'ordre à l'UFC. S'il est vrai que l'UFC a une véritable assise populaire, il n'en demeure pas vrai qu'il est aujourd'hui le parti le moins organisé sur l'échiquier politique togolais. Le comportement de certains de nos responsables n'est pas à la hauteur de l'image que les Togolais ont de l'UFC, et surtout de son président que vous êtes. Aujourd'hui, l'UFC est devenue un parti où règnent la corruption à tous les niveaux, le clientélisme, l'opportunisme, les ambitions démesurées, la haine, les conflits de personnes. A tout ceci, il faut ajouter la gestion obscure, opaque, voire même catastrophique, des ressources matérielles et financières du parti. La discrimination a pris le dessus sur la solidarité et l'esprit de partage; il y a certains responsables qui peuvent utiliser les véhicules du parti comme bon leur semble et d'autres qui sont condamnés à aller à pied, au risque de se faire un jour attaquer dans la rue par nos détracteurs. Les intellectuels ne sont pas toujours les bienvenus ».

Ceux à qui ces jeunes faisaient allusion en 2002 sont les actuels dirigeants de l'ANC dont le Président est Monsieur Jean Pierre Fabre.

II.2 Qui est Jean-Pierre Fabre ?

RETOUR SUR LE MATCH ILES MAURICE - TOGO

Amewou ragaillardi par son retour en sélection



Amewou Komlan, à la CAN, face au Burkina Faso

Pour meubler la dernière journée FIFA, les Eperviers se produisaient en une rencontre amicale face à l'Île Maurice. Le score, on s'en rappelle tous, un but partout. Didier Six a été la grande attraction de cette rencontre, étant sur le banc de l'adversaire du jour du Togo, mais dans les rangs des Eperviers, le retour en sélection du milieu de terrain Amewou Komlan n'est pas passé inaperçu. Sa dernière apparition dans les rangs des Eperviers remonte au dernier match de l'équipe nationale face au Ghana dans le cadre des éliminatoires de la CAN 2015 au stade de Kégué. Accrédité d'un match moyen, très vite, il a été écarté, une option très à la mode au Togo. Les togolais aiment trop vite enterrer leurs stars, qui, tout comme

d'autres humains, peuvent traverser des moments difficiles. Au Togo, En lieu et place de soutenir les joueurs en ces moments et les exhorter à remonter la pente plus vite, on a pris plaisir à tirer sur eux, on les tue, et on les enterre. Fortement motivé et déterminé à retrouver la tunique jaune, en bon compatriote, Amewou cravache dur à El Shaab, son nouveau club de D2 aux Emirats. Tom Sainfit, entraîneur intérimaire des Eperviers, connaissant bien les atouts du joueur, l'intègre dans son groupe qui a fait le voyage de l'Île Maurice et le fait débiter le match. Il jouera au total 56 minutes, accrédité d'une bonne prestation. Court sur pattes, vif, agile et teigneux, Amewou, "Eza" pour les intimes, 70 sélections, a

de tout temps mouillé son maillot, qu'il a toujours trempé dans l'eau bouillante du patriotisme. Il l'a encore prouvé au cours de cette rencontre, rééclaircissant du coup son horizon en sélection nationale, où son absence a lourdement pesé dans les derniers matches de la qualification ratée pour la dernière CAN. Taciturne et effacé, le joueur est l'un des rares, considérés comme des guerriers prêts à tout moment au combat, et qui ne viennent en sélection que pour jouer. Vivement que la dynamique de la réussite accompagne tous nos joueurs, pour le bien de notre équipe nationale. En attendant le vote des « bêtes sauvages » pour en finir avec la crise qui mine le football togolais depuis la mise sur pied du comité du "sacré" Antoine Folly.

Kevin K.

PRESIDENTIELLE 2015: QUE SAIT-ON DES CINQ CANDIDATS?

Suite de la Page 3

La même année, il crée une société privée de surveillance et de gardiennage. En septembre 2011, il quitte définitivement l'armée en demandant sa démission. Le 28 avril 2012, TAAMA crée le parti Nouvel engagement togolais (NET) dont il est élu président. Selon son manifeste, ce parti veut incarner une nouvelle dynamique dans le paysage politique togolais. C'est la première fois qu'il participe à une élection présidentielle après avoir conduit la liste de son parti dans la circonscription électorale de Grand Lomé lors des législatives du 25 juillet 2013.

JEAN-PIERRE FABRE (CAP 2015)



Le 2 juin 1952, les jumeaux Jean-Pierre et Jean-Claude FABRE voient le jour. Jean-Pierre effectue ses études primaires à Lomé et secondaires au Collège Saint Augustin de Togoville puis au Collège Saint Joseph à Lomé où sont passées de nombreuses autres personnalités togolaises. Après son Baccalauréat, Jean-Pierre FABRE a poursuivi des études supérieures à l'Université des Sciences et Techniques de Lille, en France, Titulaire d'un DESS en sciences économiques spécialisé dans l'administration des entreprises, il rentre au Togo, en 1979.

Jean-Pierre FABRE dispense ses connaissances en statistiques, en finances et en sciences économiques, en enseignant pendant quatre années à l'Université du Bénin (actuelle université de Lomé). Désireux de soutenir le

développement économique de son pays, il rejoint par la suite un important groupe d'études en architecture et urbanisme (AUBA), dont il occupe le poste de Secrétaire général de 1981 à 1991.

Au début des années 1990, Jean-Pierre FABRE apporte sa contribution active aux côtés des populations togolaises en lutte pour la démocratisation du Togo, en participant à la création de la Ligue Togolaise des Droits de l'Homme (LTDH) et en s'investissant personnellement dans la presse d'opinion, en qualité de Directeur de la Publication et Rédacteur en chef de deux revues hebdomadaires, « La Tribune des démocrates » et « Le Temps des démocrates ». Il est aussi le porte-parole de la Conférence nationale souveraine. En 1992, Gilchrist Olympio fédère de nombreux partis d'opposition au sein de l'Union des Forces de Changement (UFC), dont il devient Président avec à ses côtés Jean-Pierre FABRE comme Secrétaire Général qui a joué un rôle déterminant dans l'implantation du parti.

Elu député aux élections législatives d'octobre 2007, Jean-Pierre FABRE est désigné Président du Groupe UFC à l'Assemblée Nationale. Le 15 janvier 2010, Jean-Pierre FABRE est devenu le candidat officiel de l'UFC à l'élection présidentielle du 4 mars de la même année. Un scrutin à l'issue duquel il arrive officiellement en deuxième position (soit 33,94%) derrière Faure Gnassingbé. Des résultats qu'il a toujours contestés. Mais une crise naît au sein de l'UFC après la signature d'un accord de gouvernement entre ce parti et le Rassemblement du Peuple Togolais (RPT). Ce qui a conduit à l'exclusion de Jean-Pierre FABRE et un groupe de députés de l'Assemblée nationale. Le 10 octobre 2010, il crée avec les autres exclus de l'UFC, l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC) et en est élu président national.

Le 25 juillet 2013, Jean-Pierre FABRE s'est fait élire député et est candidat du Combat pour l'Alternance Politique en 2015 (CAP 2015), un regroupement de partis politiques : ANC, CDPA, PSR, Santé du Peuple et UDS-Togo.

CALENDRIER COMPLET DES RENCONTRES DU GROUPE A DU TOGO

1ère Journée (12,13,14 juin 2015)

Tunisie vs Djibouti
Togo vs Libéria

2ème Journée (04,05,06 Septembre 2015)

Libéria vs Tunisie
Djibouti vs Togo

3ème Journée (23,24,25,26 Mars 2016)

Djibouti vs Libéria
Tunisie vs Togo

4ème Journée (26,27,28,29 Mars 2016)

Libéria vs Djibouti
Togo vs Tunisie

5ème Journée (3,4,5 juin 2016)

Djibouti vs Tunisie
Libéria vs Togo

6ème Journée (2,3,4,5 Septembre 2016)

Tunisie Vs Libéria
Togo vs Djibouti

La CARTE VISA
DISPONIBLE AU TOGO
Découvrez votre carte VISA INTERNATIONALE

Plafond charge: 5 000 000 F/1r
Frais: 2000 ou 2,5%

Retrait GAB: 400 000 F 10 fois/1r
Frais GAB: 1500 ou 2%

Achat TPE Internet: 4 000 000 F/1r
Frais d'achat: 400 ou 1,5%

J'utilise BIA Cash

MABIMEX

Lomé - TOGO
Tel: +228 22 33 55 29
+228 98 77 40 30
+228 90 84 86 15

CARTE VISA PREPAYÉE SANS COMPTE BANCAIRE

MESSAGE

1- CÉSARIENNE

Avant, de nombreuses femmes indigentes mourraient tragiquement, dans l'anonymat et l'indifférence générale, en donnant la vie.

Quelle douleur pour les familles !

Mais ça, c'était avant !

Aujourd'hui, la césarienne est largement subventionnée au profit de toutes les Togolaises en situation, sans distinction d'appartenances politique, ethnique ou de religion.

Pour toutes ces vies sauvées, Président Faure Gnassingbé, merci !



3- ECLAIRAGE

Avant, la ville de Lomé était plongée dans l'obscurité dès la nuit tombée. La peur s'emparait des usagers de la route qui craignaient pour leur sécurité. Les rues se vidaient alors très vite.

Mais ça, c'était avant !

Aujourd'hui, l'éclairage public s'étend, et Lomé a retrouvé cette ambiance joyeuse très particulière qui attirait et séduisait nos hôtes. Président Faure Gnassingbé, Merci d'avoir redonné couleurs et vie à notre chère capitale.



4- MICRO CRÉDITS

Avant, nos mères, nos sœurs et nos épouses indigentes, n'exprimaient que de la frustration et de l'indignation face aux inégalités et à l'injustice qui leur étaient faites dans le partage de la richesse nationale. Mais ça, c'était avant !

Aujourd'hui, grâce aux différents programmes de financements inclusifs de micro-crédits aux plus pauvres, la fracture sociale se résorbe. Car les femmes Togolaises de toutes conditions sont désormais devenues de puissants agents économiques et constituent de ce fait, une véritable force ouvrière au service de la Nation. Président Faure Gnassingbé, toutes les femmes te disent merci !



7- ZÉMIDJAN

Avant, la conduite d'un Taxi-moto était une fatalité, le coup d'un cruel destin, en somme, une situation d'attente. Mais ça, c'était avant !

Aujourd'hui, avec le lancement du projet d'assistance à la revalorisation du métier, le Zémidjan est devenu un entrepreneur qui peut s'organiser et se programmer pour se construire un avenir meilleur, avec l'appui de l'état et des structures spécialisées. Président Faure Gnassingbé, avec toi, nous grandirons !

Avant, lorsqu'arrivait la saison des pluies, les plus pauvres payaient un lourd tribut à l'eau qui envahissait leurs habitats, noyait leurs biens et provoquaient en eux, le désespoir. Mais ça, c'était avant ! Aujourd'hui, après la pluie, l'eau se retire pour laisser place aux activités, grâce aux collecteurs d'eau et autres canaux d'écoulement et de drainage récemment construits. Pour ce plan d'urgence d'assainissement et d'aménagement urbain, Président Faure Gnassingbé, merci.



5- ROUTES

Avant, tout autour de nous, les routes étaient défoncées, boueuses et impraticables. En pleine ville, le regard portait souvent sur la broussaille, des marécages et des lacs sauvages. Mais ça, c'était avant ! Aujourd'hui, de Lomé à Dapaong, le réseau routier s'est modernisé en un temps record. Des ouvrages d'art et des infrastructures sociales ont transformé le paysage. Avec Faure Gnassingbé, le Togo se construit vite et bien. N'arrêtons pas le mouvement !



6-LOMÉ, LA CAPITALE

Avant, Lomé, notre ville capitale était en ruines. Mais ça, c'était avant ! Aujourd'hui, on peine à reconnaître la ville de Lomé dans cette belle robe moderne et dans ses parures dont elle s'est embellie en si peu de temps. Président Faure Gnassingbé, sous ta conduite, nos ambitions se réalisent et notre pays rayonne. Avec toi, nous irons encore plus loin !

